

## **DÉCISION N° 2022-FS-0008**

Dossier n° 40661

### **Objet : Capital Solstar Inc. Interdiction d'opérations sur valeurs**

#### **Contexte**

Capital Solstar Inc. (l'« émetteur ») a été constitué en société par actions le 25 mai 2017 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, RLRQ c. S-31.1.

L'émetteur n'est pas un émetteur assujéti dans un territoire du Canada.

L'émetteur a effectué des placements de titres en se prévalant de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.9 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 21 (le « Règlement 45-106 ») en vertu d'une notice d'offre datée du 7 juin 2018.

La fin d'exercice de l'émetteur est le 31 décembre.

En vertu du paragraphe 2.9 (17.5) du Règlement 45-106, l'émetteur a l'obligation de transmettre ses états financiers annuels audités à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et de les mettre raisonnablement à la disposition des porteurs de titres au plus tard le ou vers le 30 avril.

L'émetteur a omis de transmettre à l'Autorité ses états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

#### **Décision**

Vu que l'émetteur n'a toujours pas transmis à l'Autorité les états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020;

Vu les articles 265, 267 et 318 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, 3e étage  
Québec (Québec)  
G1V 5C1  
tél. : 418.525.0337

numéro sans frais : 877.525.0337  
télééc. : 418.525.9512

800, square Victoria, 22e étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec)  
H4Z 1G3  
tél. : 514.395.0337

numéro sans frais : 877.525.0337  
télééc. : 514.873.3090

En conséquence, l'Autorité interdit à l'émetteur, à ses porteurs de titres ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les titres de l'émetteur, à l'exception du remboursement à terme des titres de créances.

L'interdiction est prononcée le 12 janvier 2022.

Patrick Théorêt  
Directeur du financement des sociétés  
LME/ale